

COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

ARRÊTE n° 2022-647

6-1 Police Municipale



OBJET : travaux de raccordement au réseau électrique
Avenue Gustave Eiffel

Le Maire de LA TESTE DE BUCH,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-1, L 2212-2 et suivant,

VU le Code de la Route et notamment les articles L411-1 et R411-25 relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de circulation,

VU les arrêtés interministériels du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et du 7 juin 1977, appelé Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, dans leurs versions en vigueur,

VU le règlement de voirie municipal approuvé par délibération du 15 juin 1987, complété par la délibération du 09 juillet 2019,

Considérant la demande d'arrêté de l'entreprise SCOP CANAELEC en date du 12/09/2022,

Considérant que les travaux de raccordement au réseau électrique, à réaliser par l'entreprise SCOP CANAELEC pour le compte d'ENEDIS nécessitent de réglementer la circulation avenue Gustave Eiffel et avenue André Ampère à La Teste de Buch,

Considérant qu'il appartient à Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures afin d'assurer la sécurité de la circulation,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : L'entreprise SCOP CANAELEC est autorisée à réaliser les travaux de raccordement au réseau électrique au niveau du N°50 avenue Gustave Eiffel depuis le N°111 avenue André Ampère, à La Teste de Buch, dans la période du 10/10/2022 au 21/10/2022.

ARTICLE 2 : Pendant toute la durée des travaux, la circulation des véhicules sera règlementée et s'effectuera sur chaussées rétrécies, régulées par un alternat à feux tricolore, avec une interdiction de dépasser et la vitesse sera limitée à 30 km/h au niveau du N°50 avenue Gustave Eiffel, et du N°111 avenue André Ampère, à la Teste de Buch.

ARTICLE 3 : Durant cette même période, le stationnement des véhicules sera interdit et considéré comme gênant au droit des travaux.

ARTICLE 4 : La circulation des cyclistes sera interdite sur les pistes cyclables concernées, et déviées sur les chaussées.



**Direction Générale
des Services
Techniques**

N/Réf : CS/CF/MAD
251383 - 254963

DGS :

Cab :

DGST : *W*

DST :

Adjoint :

ARTICLE 5 : Le cheminement piétonnier sur le trottoir occupé, même en partie, sera interdit, dévié vers les passages piétons de part et d'autre du chantier, et s'effectuera sur le trottoir opposé au droit des travaux.

ARTICLE 6 : L'accès aux riverains sera maintenu impérativement pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 7 : Les réfections seront réalisées à l'identique dans les conditions prévues par les articles R 141-13 et suivants du code de la Voirie Routière.

Concernant les réfections du domaine public à réaliser, l'entreprise devra se mettre en rapport avec la Direction Générale des Services Techniques – pôle Voirie- afin d'établir un état des lieux contradictoire de voirie avant travaux, pour tous travaux sur le domaine public interférant avec les ouvrages et bâtiments privés limitrophes.

Un constat de parfait achèvement devra être établi à la fin des travaux.

En l'absence de réalisation d'un état des lieux contradictoire, toutes imperfections aux droits et abords des travaux, constatées par la Direction Générale des Services Techniques seront attribués au bénéficiaire de l'autorisation des travaux. Ce dernier devra effectuer, entièrement, les réfections nécessaires, le tout à sa charge.

A défaut du respect de ces prescriptions, tous désordres dûment constatés par le gestionnaire de la voirie seront à la charge exclusive de l'entreprise opérant pour le concessionnaire.

ARTICLE 8 : La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation réglementaire seront à la charge de l'entreprise conformément à l'Instruction Interministérielle.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté devra être affiché par le pétitionnaire au moins 3 jours avant et pendant toute la durée des travaux à chaque extrémité du chantier.

ARTICLE 10 : Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux situé 9 rue Tastet – CS 21490 - 33063 BORDEAUX CEDEX, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 11 : M. le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Commissaire de Police, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale, et tous les Agents placés sous leur autorité sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transcrit sur le registre des arrêtés de la Mairie.

Fait à LA TESTE DE BUCH, le 30/09/2022.

AFFICHÉ LE : 04 OCT. 2022

Rendu exécutoire le : 04 OCT. 2022

Patrick DAVET



Maire de La Teste de Buch

Conseiller départemental de la Gironde